



Les députés LREM en attente d'une doctrine commune sur les sujets sociétaux

Par [AFP](#) — 24 novembre 2017 à 12:49 (mis à jour à 14:35)



Edouard Philippe à Lyon le 18 novembre 2017 Photo JEAN-PHILIPPE KSIAZEK. AFP

Laïcité, fin de vie, droit d'asile...: sur ces questions de société potentiellement inflammables, les députés de La République en marche laissent transparaître des divergences, faute de corpus idéologique solide et rassembleur construit durant la période électorale.

C'est peut-être une faiblesse autant qu'une force de la méthode Macron: conjuguer la promesse de «progressisme» à celle d'un large débat, incluant les «conservateurs», qui doit être «apaisé» et ne pas «brutaliser les consciences».

«Ce sont des sujets sur lesquels la société française a besoin de dialoguer et même au sein du mouvement, on ne peut pas arriver avec des certitudes, une position verticale forte», affirme ainsi le député Aurélien Taché.

Ce cadre a par exemple été fixé pour l'extension de la procréation médicalement assistée (PMA) et la gestation pour autrui (GPA). M. Macron est personnellement «favorable» à la première, «défavorable» à la seconde, sans que sa position ne fasse consensus, y compris dans son équipe rapprochée.

«On est des progressistes réalistes», résume ainsi une source gouvernementale, intimement favorable à la GPA. «Peut-on lancer la GPA en France ? Non. La France n'est pas prête et on se gâcherait la possibilité d'avoir un débat serein», répond cette source.

En toile de fond il y a la crainte de reproduire l'épisode des manifestations contre le «mariage pour tous» en 2013, l'anti-modèle pour M. Macron.

Appeler à une concertation préalable est aussi une manière de temporiser sur des questions qui pourraient envenimer le début de quinquennat. «Emmanuel Macron est resté assez prudent, certes, mais c'était aussi pour contenir l'instrumentalisation de ces sujets par ses opposants», souligne un autre député.

Revers de la médaille, les marcheurs risquent d'être bousculés par l'actualité, sans réponse cohérente à opposer.

Le thème de la laïcité a ainsi resurgi récemment, sur fond de polémique entre Charlie Hebdo et Mediapart, permettant à Manuel Valls, député apparenté LREM, d'affirmer sa posture intransigeante et clivante sur le sujet.

«Je suis convaincu qu'il faut assumer un libéralisme culturel, le cosmopolitisme, assumer qu'il y ait plusieurs identités et religions mais qu'on se retrouve tous dans la nationalité», rétorque M. Taché. Un autre député LREM rappelle, en guise d'avertissement: «beaucoup de gens de gauche ont rejoint Emmanuel Macron en opposition aux déclarations de Manuel Valls sur la laïcité notamment».

- «Risque de fracture» -

Le groupe LREM anticipe également une crispation autour du futur projet de loi asile-immigration, attendu au premier semestre 2018, et qui prévoit notamment un doublement de la durée de rétention pour les étrangers en attente d'expulsion et l'augmentation drastique des reconductions.

L'un grince contre «les préfets de droite» qui entourent le ministre de l'Intérieur Gérard Collomb et souligne «le risque de fracture». «Il y en a plusieurs au groupe qui en parlent déjà. Il y a des positions dures avec lesquelles tout le monde n'est pas à l'aise», ajoute un autre député.

«Gérard Collomb sait qu'il y a des choses qui heurtent la sensibilité de certains députés. Mais il l'accepte et est dans une logique de co-construction», démine le patron des députés LREM Richard Ferrand.

La problématique de la fin de vie, sur laquelle M. Macron ne s'est pas précisément prononcé durant la campagne si ce n'est pour dire qu'il ne se «précipiterai(t) pas pour légiférer», tiraille aussi le groupe.

Fin septembre, le député Jean-Louis Touraine a déposé une proposition de loi favorable à «une assistance médicalisée active à mourir», cosignée par une cinquantaine de ses pairs dont une grande majorité de marcheurs.

D'autres, dans la lignée de la ministre de la Santé Agnès Buzyn, plaident surtout pour l'application stricte de la loi Claeys-Leonetti de 2016. «Je suis convaincu que si on l'utilise correctement, ça règle 99% des questions», dit un député en demandant à établir une ligne commune «avant les lois bioéthiques de l'automne 2018».

Dans cette perspective, le parti, désormais doté d'une nouvelle direction, doit prendre une part active.

«Le lieu de débat doctrinal, c'est le mouvement. Notre groupe n'a ni le temps ni les moyens de s'éterniser là-dessus», dit Richard Ferrand.

[AFP](#)